

D-2025-36

## ARRÊTE CONJOINT

**portant interdiction temporaire de circulation  
sur la Route Départementale n° 5  
PR 22+705 au PR 27+443  
Communes de la CHAPELLE SAINT-ANDRE et VARZY  
En et hors agglomération**



**Le Président du conseil départemental,  
Le Maire de La Chapelle Saint André,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code de la route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, 8ème partie, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté n° D-2024-818 du 6 novembre 2024, portant délégations de signatures au sein de la Direction générale adjointe de l'Aménagement et du développement des territoires,

**VU** l'avis favorable de Madame la directrice interdépartementale des routes centre Est en date du 16 janvier 2025,

**VU** l'avis favorable de la Mairie de Menou en date du 15 janvier 2025,

**VU** l'avis favorable de la Mairie de Varzy en date du 15 janvier 2025,

**Considérant** que pour réaliser des travaux d'élagage sur la Route Départementale n° 5 entre les PR 24+000 et 25+000, il y a lieu d'interdire la circulation,

## ARRETEMENT

### **Article 1er :**

Du lundi 20 janvier 2025 au vendredi 24 janvier 2025, la circulation de tous les véhicules sera interrompue sur la Route Départementale n° 5 entre les PR 22+705 et 27+443.

### **Article 2 :**

La circulation de tous les véhicules sera déviée dans les deux sens selon l'itinéraire suivant :

- RD 19 du PR 7+486 au PR 13+539
- RD 33 du PR 29+329 au PR 35+655
- RN 151 du PR 31+975 au PR 36+040
- VC Boulevard d'Auxerre
- RD 977 du PR 52+520 au PR 54+807

**Article 3 :**

Hors période d'exécution des travaux et dans la mesure du possible, la circulation sera rétablie sur l'itinéraire.

**Article 4 :**

Pendant la période d'exécution des travaux les droits des riverains seront maintenus.

**Article 5 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la 8<sup>ème</sup> partie de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins du Département (UTIR Morvan).

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Président du conseil départemental de la Nièvre, soit hiérarchique auprès de Monsieur le Préfet de la Nièvre, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal administratif de Dijon, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7 :**

- Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Nièvre
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- Madame la directrice interdépartementale des routes centre Est
- Mairie de La Chapelle Saint André,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Nièvre,
- Madame la directrice interdépartementale des routes centre Est
- Mairies de Menou et Varzy.

A La Chapelle Saint André, le 15/11/2023

Le Maire,



A Nevers, le 17/11/2023

P/° Le Président du conseil départemental,  
et par délégation,  
Le Chef du Service Mobilités,



Olivier CHESNEAU

